

CTL DU 14 DECEMBRE 2016 – DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS FO-DGFIP

Monsieur le président,

Quand les agents des finances publiques réclament légitimement des moyens, que ce soit en effectifs ou budgétaires les seules réponses qui leurs sont apportées sont toujours les mêmes : dématérialisation, concentration et/ou fermetures de postes et services, baisses de dotations budgétaires et suppressions d'effectifs.

En clair, faites plus avec moins ! Le mépris clairement affiché par la direction générale lors de la mobilisation du 15 novembre et face aux actions menées dans certains départements en est la parfaite illustration.

Cette année encore l'Aisne prend son lot de sacrifiés puisque **21 emplois** seront supprimés au 1er janvier 2017.

Dans le même temps le département perdra deux nouveaux sites avec la fermeture des trésoreries de Vic sur Aisne et Condé en Brie.

Les fonctionnaires en général et les agents des finances publiques en particulier en ont marre de ce théâtre de marionnettes dans lequel les ficelles tirées provoquent une désagréable sensation de noeud coulant.

Ras le bol d'être les victimes de l'obéissance aveugle de la classe politique au diktat de la finance.

Les élus **FO-DGFIP** s'opposent fermement aux suppressions d'emplois et à leur conséquence inéluctable qu'est la destruction de notre service public et exigent :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois**
- **l'arrêt des restructurations et des fermetures de sites**
- **des effectifs et des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux du service public financier et fiscal**
- **la reconnaissance financière de la technicité des agents ;**
- **le maintien des statuts particuliers.**

